

Unité départementale de Vendée  
10, rue du 93<sup>ème</sup> régiment d'infanterie  
Bat A  
cité administrative Travot , CS 70766  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 11 avril 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 26/03/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BOUYER LEROUX SA**

Usine St Martin des Fontaines  
30 rue de la Tuilerie  
85570 Saint-Martin-Des-Fontaines

**Références :** D25.0115  
**Code AIOT :** 0006305653

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté La Plaine du Chêne 85 410 Saint-Cyr-des-Gâts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- La Plaine du Chêne 85 410 Saint-Cyr-des-Gâts
- Code AIOT : 0006305653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière d'argile de la plaine du Chêne est régie par l'arrêté préfectoral n°12-DRCTAJ/1-734 datant du 28 juin 2012. Un arrêté préfectoral complémentaire prolonge de 2 ans l'exploitation avec approfondissement et remblaiement partiel (n°2023-DCL-BENV-397) portant la durée d'exploitation jusqu'en juin 2026.

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 5.4.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 1.2	Sans objet
2	Réaménagements	Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 1.2.1	Sans objet
3	Registre déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II	Sans objet
4	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 5.2.3	Sans objet
5	Trafic routier	Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 3.2.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de réception de matériaux inertes n'a pas encore débuté. L'exploitant envisagerait une modification des conditions de remise en état finale. Actuellement, aucune campagne d'extraction n'est en cours.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Approfondissement
<b>Prescription contrôlée :</b> La carrière de « La Plaine du Chêne » est dédiée à la production d'argile. La surface totale d'extraction cumulée des matériaux est d'environ 82 690 m <sup>2</sup> , La production annuelle moyenne est de 100 000 tonnes de matériaux commercialisés au cours de la période autorisée pour un gisement disponible de près de 1,008 millions de tonnes de matériaux commercialisables et d'environ de 25 000 m <sup>3</sup> de terre végétale. Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées. Le rythme normal d'exploitation du gisement est la capacité moyenne d'extraction autorisée. Son dépassement dans la limite de la capacité maximale autorisée de 135 000 t/an de matériaux

<p>commercialisés reste lié à des niveaux d'activités exceptionnels sur une période limitée.</p> <p>Le terrain naturel est à la cote moyenne de 126 m NGF.</p> <p>L'exploitation est conduite par gradins. L'épaisseur maximale d'extraction est de <b>13 m</b> soit la cote minimale du fond de fouille située à <b>119 mNGF.</b> »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité sur la carrière est très faible.</p> <p>Le plan d'exploitation réalisé suite à la dernière campagne et consulté par l'inspection montre un fond de carrière à 121 m NGF.</p> <p>La prescription est respectée</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Réaménagements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/01/2023, article 1.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblaiement partiel par matériaux inertes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par ses activités en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant et en respectant le plan de phasage et les conditions de réaménagement final donné en annexe 3 de cet arrêté et présenté dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Pour assurer la remise en état compatible avec l'usage prévu au présent article, l'exploitant est autorisé à admettre uniquement les matériaux inertes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>déblais terrigènes dits "naturels" provenant de chantiers locaux ;</b></li> <li>• <b>déchets de brique et de tuile issus de la briqueterie de Saint-Martin-des-Fontaines</b></li> </ul> <p>Les conditions d'admission de ces matériaux inertes sont définies à l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 1994 susvisé. Le volume total de matériaux est inférieur à 130 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le volume total de matériaux admis doit permettre d'atteindre une côte finale d'environ 121 mNGF permettant - après remise en état - le bon écoulement des eaux comme indiqué ci-après. Une épaisseur maximale d'un mètre de matériaux inertes mis en remblai est autorisée.</p> <p>Les espaces occupés sont restitués à leur vocation agricole d'origine. Pour cela, les dispositions particulières suivantes sont prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les parcelles excavées sont profilées avec la terre végétale sur une pente minimale de 5%. La topographie choisie ne doit permettre aux eaux de pluies de s'accumuler au fond du site ;</li> <li>• le bassin de décantation créé est supprimé ;</li> <li>• Tous les merlons sont supprimés. »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que le réaménagement de la carrière n'a pas commencé.</p> <p>L'exploitant confirme qu'effectivement, des réflexions sont en cours relatives à la modification de la remise en état finale.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'inspection demande à l'exploitant d'identifier l'ensemble des conséquences potentielles du retard pris pour le réaménagement sur son arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Registre déchets inertes externes

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3.II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi

**Prescription contrôlée :**

III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un **bordereau de suivi** qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un **registre** sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un **plan topographique permettant de localiser les zones de remblais** correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation **ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.**

**Constats :**

Le remblaiement n'ayant pas encore commencé, aucun suivi n'est mis en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Surveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 5.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

La surveillance des rejets port a minima sur la mesure des paramètres visés supra selon une fréquence annuelle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence de contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

**Constats :**

Le dernier rapport d'analyses date du 11 avril 2024, celui d'avant du 18 avril 2023.

L'inspection n'observe aucun dépassement d'un des paramètres qui aurait engendré la modification de la fréquence de contrôle.

La prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Trafic routier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2012, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les trajets d'évacuation des matériaux sont ceux indiqués dans le mémoire en réponse au commissaire enquêteur. Ils peuvent faire l'objet d'ajustement après concertation des municipalités concernées et accord du gestionnaire des voies. S'il y a lieu, ils sont communiqués au préfet. L'exploitant <b>tient à jour une estimation de la proportion de camions sortant de la carrière par itinéraire emprunté.</b>
<b>Constats :</b>  L'exploitant explique qu'au début de l'exploitation plusieurs itinéraires étaient possibles. Depuis, un seul itinéraire a été validé avec les communes afin de réduire les nuisances. Un suivi du nombre de rotations de camions est réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2012, article 5.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait procéder dans les six mois du début d'activité, puis tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée dans un rayon minimal de 200 m. Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier.
<b>Constats :</b>  l'exploitant présente à l'inspection le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores datant du 9 juin 2021 (21DTO_13.35). La fréquence prescrite n'est pas respectée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant de réaliser dans les plus brefs délais un rapport de contrôle des niveaux sonores. Ce rapport de contrôle devra être réalisé dans des conditions représentatives de l'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois